

★ À LA UNE ★

Les Archives nationales entrent dans le Pajep : retour sur la manifestation du 14 novembre 2013



Le 14 novembre dernier, s'est tenue, sur le nouveau site des Archives nationales, à Pierrefitte-sur-Seine, la manifestation visant à fêter l'entrée dans le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Pajep) des Archives nationales en tant que tête de réseau, aux côtés des Archives départementales du Val-de-Marne (AD 94) engagées depuis 1999, pour regrouper les fonds d'intérêt national ou régional d'Ile-de-France. Ouverte par Agnès Magnien, directrice des Archives nationales, l'après-midi a été présidée par Marie-Andrée Corcuff, directrice des Archives du Val-de-Marne.

Jean-Noël Luc, président du comité scientifique, a rappelé le défi que constituait la sauvegarde sur une grande échelle, le classe-

ment et la valorisation des archives des organisations de jeunesse et d'éducation populaire. Il a montré que le Pajep, plus de dix ans après sa naissance, avait atteint les objectifs de ses fondateurs grâce à une ambitieuse politique de repérage, d'expertise et de sauvegarde. Près de 90 fonds, totalisant 1 200 mètres linéaires ont déjà été déposés, leur conservation matérielle assurée, parfois la numérisation des sources audiovisuelles, leur accès facilité par le Guide national des sources consultable en ligne. Jean-Noël Luc a rappelé les nombreux séminaires et colloques organisés par le Pajep, les travaux universitaires menés à partir des archives collectées, appelant de ses vœux au renouvellement des approches grâce à l'exploitation de documents inédits et aux nouveaux instruments de travail mis à disposition de la communauté scientifique et des associations. Laura Lee Downs, historienne (EHESS¹), a introduit le film de 1954 « Vacances pour tous » de la Jeunesse au plein air. La suite de l'après-midi a permis de faire un zoom sur l'expérience de Joffre Dumazedier, sociologue des loisirs et fondateur de Peuple et culture, à partir d'interventions de Laurence Bourgade (AD 94) et Emmanuelle Giry (Archives nationales) autour des fonds complémentaires conservés dans les deux sites. Laurent Besse, historien (IUT de Tours), est intervenu sur la culture populaire sportive promue à la Libération et Antoine Savoye, professeur en sciences de l'éducation (Université Paris 8) a revisité l'itinéraire de Joffre Dumazedier comme révélateur des changements de la société française en matière d'éducation et leurs enjeux.

Avec près de 220 participants, représentant aussi bien les associations que les chercheurs et les étudiants, la manifestation a rencontré un franc succès qui doit beaucoup à la vitalité du réseau animé par le Pajep et des recherches menées dans le domaine.

Catherine Mérot, conservateur général du patrimoine
 Département Éducation, Culture et Affaires sociales
 Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine

¹ École des hautes études en sciences sociales



Sommaire du n°11 - Décembre 2013 :

- p.2 : Suivez le circuit aux Archives nationales !
- p.3 : Joffre Dumazedier et l'association Peuple et culture
- p.4 : Des nouvelles du front des archives
- p.5 : Journée des archives à Bordeaux
- p.6 : Le scoutisme laïque et la Résistance
- p.7 : Les 150 ans de la Ligue de l'enseignement
- p.8 : Infos pratiques / Agenda / Événements

DU CÔTÉ DES ARCHIVES ...

Du quai de déchargement à la table du chercheur, suivez le circuit aux Archives nationales !

*Par Clothilde Roullier, archiviste
Département Éducation, Culture et Affaires sociales
Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine*

Conserver les archives n'aurait pas de sens si celles-ci n'étaient pas destinées à être utilisées, soit pour les besoins de la recherche, soit pour l'enrichissement de la vie culturelle, soit pour fournir matière de preuve.

En archivistique, le terme communication regroupe l'ensemble des données et actions qui permettent aux archives d'être consultées. Pour y parvenir, les documents nouvellement entrés doivent passer par une série d'étapes : une fois arrivés sur le quai de déchargement – interface entre le monde extérieur et les Archives nationales – ils font l'objet d'une minutieuse inspection. Si l'on vient à y découvrir des traces de moisissures, par exemple, ils sont envoyés pour un séjour en salle de quarantaine et subissent ensuite les traitements nécessaires.

Si l'instrument de recherche (inventaire décrivant leur contenu) est imprécis et/ou s'ils sont conditionnés dans des cartons et des chemises ordinaires, ils sont envoyés en salle de tri. C'est là qu'ils seront reconditionnés dans des chemises et boîtes en matériau au PH neutre (sans acide), qu'ils seront cotés¹ et décrits avec un niveau de précision suffisant pour pouvoir être ensuite retrouvés via la Salle des inventaires virtuelle (SIV), consultable par Internet². Une fois ces opérations intellectuelles et matérielles finalisées, ils pourront être rangés dans l'un des 163 magasins, sur quelques-unes des tablettes formant les 270 kilomètres linéaires de rayonnages³.

Du magasin d'archives où il est rangé, à la table du chercheur où il est consulté, en salle de lecture – partie du bâtiment nécessairement accessible au public, – puis au retour à son emplacement initial, le document d'archives effectue ensuite un parcours répondant à des procédures précises encadrant l'ensemble du processus de communication qui peut ainsi se dérouler en toute sécurité. Chaque cote consultée fera l'objet, de la part du chercheur, d'une demande particulière. Ainsi, chaque article bénéficiera d'un suivi individualisé depuis la commande initiale jusqu'à la réintégration finale.

¹ Chaque article (unité intellectuelle et matérielle) est singularisé par une cote (identifiant numérique ou alphanumérique).

² <https://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv>

³ Le métrage est calculé en additionnant la longueur de toutes les tablettes de toutes les étagères.



Les Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine.



Les magasins où sont rangées les archives.



La salle de lecture peut accueillir 160 visiteurs.

Des fonds qui se complètent : Joffre Dumazedier et Peuple et culture

Le Pajep s'est désormais enrichi d'un nouveau partenaire avec les Archives nationales. Cela est d'autant plus pertinent que sur certains domaines, les fonds du Pajep déjà conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne et ceux des Archives nationales se complètent. C'est ainsi le cas des fonds d'archives liés à la figure de Joffre Dumazedier (1914-2007). Présentation par Laurence Bourgade, archiviste au Service des fonds des Archives départementales du Val-de-Marne et Emmanuelle Giry, responsable de fonds aux Archives nationales.

Les Archives départementales du Val-de-Marne classent et valorisent en effet depuis plus de 10 ans les archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Voici à travers l'exemple de Peuple et culture, association créée au lendemain de la Seconde guerre mondiale par Joffre Dumazedier, un exemple de classement et de valorisation de fonds d'archives : les outils ainsi mis à la disposition du public lui serviront à préparer ses recherches et sa venue en salle de lecture.

Les archives de Peuple et culture ont fait l'objet d'un récolement avant d'être transférées en 2002 aux Archives départementales du Val-de-Marne (AD 94). Après un classement définitif, l'inventaire a été mis en ligne sur le site internet des AD94. Le principe mis en avant est de naviguer dans l'arborescence : on y trouve les cotes se rapportant aux assemblées générales, congrès, stages d'entraînement mental, fiches de lecture et fiches cinéma, revues, manifeste, mais aussi aux photographies, aux documents audiovisuels. L'enregistrement sonore d'un cours de Joffre Dumazedier en 1979 à Annecy est immédiatement écoutable en salle de lecture, les Archives ayant la capacité de proposer en streaming un grand nombre de documents audiovisuels.

La fiche de fonds rassemble à la fois l'inventaire dans son intégralité, une introduction (présentant l'association, le contenu du fonds, l'intérêt historique, les conditions d'accès), une bibliographie et des sources complémentaires. Ainsi, on apprend que les Archives départementales de Haute-Savoie possèdent deux fonds intéressants sur Peuple et culture et Joffre Dumazedier. Citons également l'indispensable Guide des sources en ligne pour repérer les associations locales de Peuple et culture et les fonds de militants (parmi eux Dumazedier, Chosson, Cacérés, Rovand...).)

Pour ce qui concerne Joffre Dumazedier, les Archives nationales, elles, conservent son fonds personnel d'archives (conservé sous la cote 20130584) ainsi que le fonds de son équipe de recherche, le Groupe de sociologie du loisir. Les instruments de recherche permettant de découvrir ces fonds sont accessibles à partir du site internet des Archives nationales. On retrouve les mêmes éléments que les outils mis en place par les AD 94 : une introduction et une arborescence qui restitue la logique de constitution de ces archives.

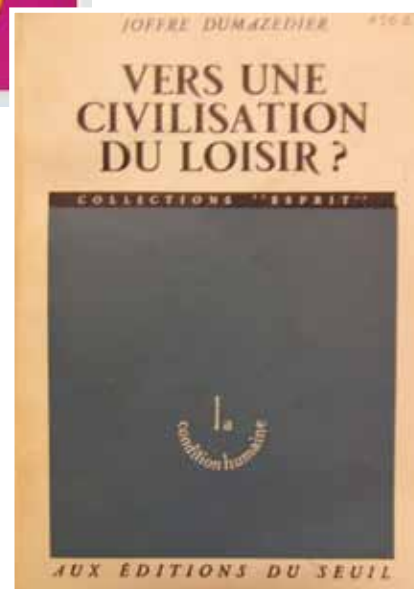
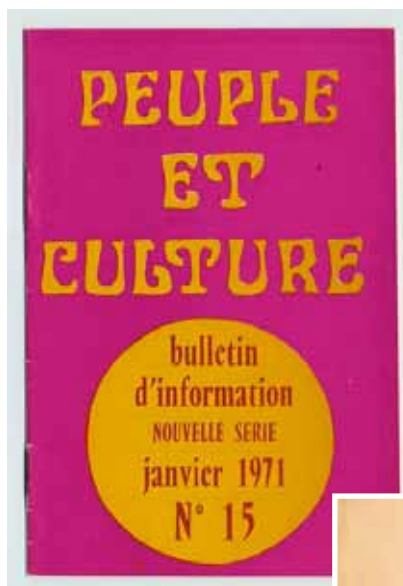
Ce fonds comporte des documents personnels liés à Joffre Dumazedier (engagement militant, carrière, correspondance), ses dossiers de travail thématiques ainsi que sa production bibliographique.

Les archives du Groupe de sociologie du loisir sont composées des enquêtes menées par Joffre Dumazedier et son équipe, par-

mi lesquelles l'enquête sur le militantisme, sur les activités des Français le dimanche, etc. Ces enquêtes sont parfois accompagnées d'enregistrements sonores, pris en charge par le département des archives audiovisuelles des Archives nationales, situé à Fontainebleau.

Ces quelques exemples illustrent bien la complémentarité des fonds entre Archives départementales du Val-de-Marne et Archives nationales : les archives personnelles de Joffre Dumazedier peuvent renseigner sur l'histoire de Peuple et Culture, et vice-versa. Les archivistes des deux institutions ont à cœur d'étoffer la mise en réseau de ces différents ensembles.

Pour consulter les inventaires :
www.archives94.fr/consultation
www.archives-nationales.culture.gouv.fr
 rubrique *Faire une recherche*





DES NOUVELLES DU FRONT DES ARCHIVES !

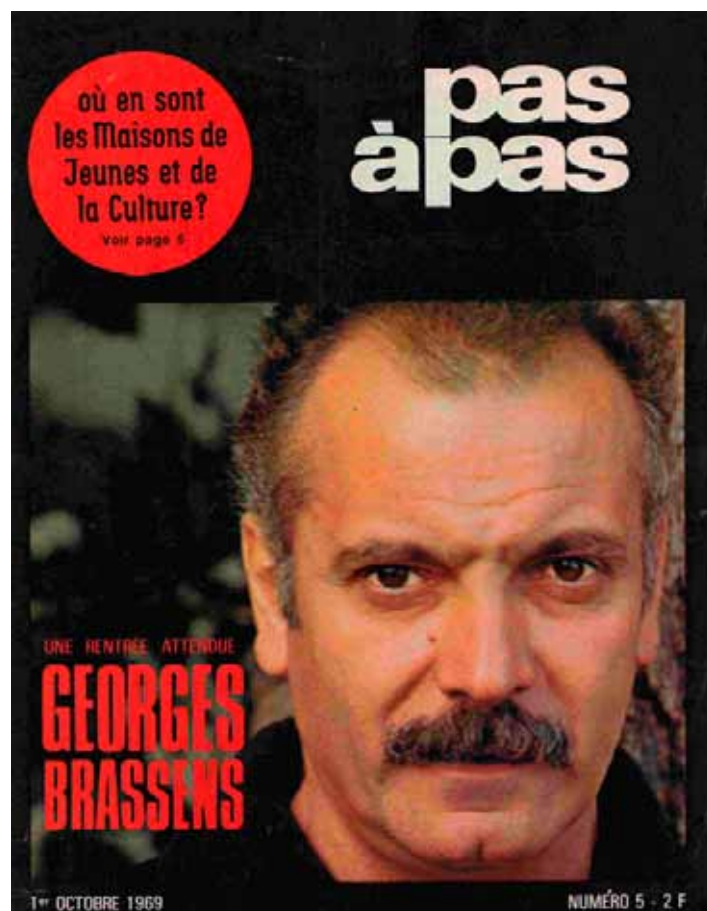
Depuis le mois de juillet, plusieurs fonds d'archives ont été sauvegardés et classés dans le fonds du Pajep. Tour d'horizon présenté par Gaëtan Sourice, archiviste Fonjep chargé de mission du Pajep.

Nous avons transféré en urgence les archives de l'**Union française du film pour l'enfance et la jeunesse (Uffej)** aux Archives départementales du Val-de-Marne, grâce à l'action de deux anciens responsables de cette association, Jean-Claude et Odette Mitterrand. Créée en 1990, l'Uffej a été mise en liquidation en septembre 2013. Un pré-inventaire sera réalisé par une jeune archiviste, Chloé Najera, au début de l'année 2014. Dans ce très beau fonds d'archives, figurent non seulement les archives de l'Uffej mais aussi des dossiers antérieurs qui permettent de comprendre comment l'Uffej a été créée ainsi que des collections très riches de revues de Fédérations nationales de ciné-clubs qui proviennent du centre de documentation que l'association avait mis en place.



Nous avons aussi sauvegardé en urgence les archives antérieures à 2003 de la **Fédération française des maisons de jeunes et de la culture (FFMJC)**. La FFMJC va quitter au début de l'année 2014 son siège historique du 15 rue La Condamine à Paris pour un local plus petit dans le 18ème arrondissement. C'est le deuxième dépôt de la FFMJC en dix ans, et un inventaire définitif des archives antérieures à 2003 sera réalisé dans les mois qui viennent.

Avec l'entrée des Archives nationales dans le Pajep, nous pouvons désormais reprendre la collecte des fonds d'archives d'association. Une jeune archiviste est en train de réaliser un



pré-inventaire des archives de la **Fédération française des clubs Unesco (FFCU)** et du Comité régional des clubs Unesco d'Ile-de-France. Ces archives seront consultables à partir de l'année 2014 aux Archives nationales site de Pierrefitte. Nous vous en reparlerons dans le prochain numéro d'*ADAJEP infos*.

Quant aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix, désormais membre du Pajep, elles vont traiter dans les mois qui viennent les archives de l'**Institut de formation, de recherche et de promotion (Iforep)**, une association créée en 1972 par la Caisse centrale des actions sociales (CCAS) et le Comité de coordination des caisses mutuelles complémentaires d'action sociale (CMCAS), ces deux structures étant des organismes sociaux du personnel des industries électrique et gazière (EDF et GDF), la CCAS d'EDF-GDF. L'Iforep est une association qui a pour objectif de répondre aux besoins en formation des électriciens et des gaziers, dans le cadre des activités sociales et socioculturelles de la CCAS. Par ailleurs, elle développe une activité de recherche et d'étude permettant une élaboration renouvelée des contenus et des méthodes dans le domaine de la formation professionnelle.

Par ailleurs, les Archives départementales du Val-de-Marne sont en train de finaliser l'inventaire définitif des archives de :

- **William Lemit (1908-1966)** : militant aux Auberges de jeunesse mais surtout aux Eclaireurs de France et aux Ceméa, William est surtout connu pour avoir composé, écrit et harmonisé de nombreuses chansons pour la jeunesse, notamment le scoutisme, les auberges de jeunesse et les colonies de vacances.
- **Raoul Dubois (1922-2004)** : instituteur qui a participé à la création des Francs et franchises camarades (aujourd'hui Les Francas) en 1944, il a aussi milité pour le cinéma et la littérature pour l'enfance et la jeunesse, notamment à Ciné-Liberté, à la Fédération française des ciné-clubs (FFCC), au Comité français du cinéma pour la jeunesse (CFCJ), au Centre de recherche et d'information sur la littérature pour la jeunesse (CRILJ), etc.

VIE DE L'ADAJEP & DE SES MEMBRES

Journée de sensibilisation à Bordeaux

L'Adajep et ses partenaires organisent le 31 janvier 2014, à Bordeaux, une journée de sensibilisation à la conservation des archives. Alcine Salangros, secrétaire de l'Adajep, présente cette manifestation dont il est à l'initiative.

La prochaine journée de sensibilisation des associations se tiendra aux Archives départementales de la Gironde à Bordeaux. Elle concerne la Gironde mais aussi les départements de la région Aquitaine car le Crajep¹ joue un rôle moteur dans la préparation de cette journée. Il a sollicité les associations, rencontré et/ou invité des élus et les services départementaux.

Le 31 janvier, le Pajep sera représenté par Gaëtan Sourice, archiviste, et j'y représenterai l'Adajep. L'accueil aura lieu de 9h à 9h30, des interventions, des témoignages de différentes institutions et d'universitaires sont au programme. Un repas sera pris en commun de 13h à 14h, une visite des Archives départementales, prévue en fin d'après-midi, clôturera la rencontre.

Il est prévu des panneaux d'exposition et des stands pour présenter des réalisations d'associations. À signaler la présence de la FSGT² qui participe pour la première fois à une journée de ce type.

L'Adajep a déjà été à l'initiative de journées d'information dans la région Aquitaine : en Dordogne, dans les Pyrénées Atlantiques et les Landes. Et j'ai pu constater l'intérêt qu'elles ont suscité auprès des associations présentes. Nombre d'entre elles n'avaient jamais imaginé pouvoir déposer aux Archives départementales qui leur paraissaient trop « professionnelles » pour conserver ce qu'ils pensaient être des documents de moindre intérêt. Or, c'est tout un pan de l'histoire sociale du siècle dernier et plus particulièrement de l'après-guerre dont témoignent ces documents. Et il est important qu'ils soient accessibles aux chercheurs et aux étudiants.

Maintenant que nous avons un certain recul, nous constatons que ces journées se concrétisent par des dépôts auprès des AD, c'est le cas actuellement dans les Landes où les Francas déposent leurs archives, et nous ne doutons pas que ce sera le cas en Gironde.

Pour pérenniser cette avancée il serait bon que les associations départementales des Francas trouvent un correspondant qui serait le trait d'union entre l'Adajep et leurs associations. Un appel aux bonnes volontés est lancé.

¹ Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

² Fédération sportive et gymnique du travail.

Le Cnajep entre au CA de l'Adajep



Lors l'assemblée générale 2013, Daniel Frédout, vice-président du Cnajep, est entré au conseil d'administration de l'Adajep. Il en explique les raisons.

Partout où il est question d'éducation populaire, le Cnajep (Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire) est attentif aux débats, aux projets, aux acteurs, aux interpellations... Après quelques années d'absence, notre retour au conseil d'administration de l'Adajep s'inscrit pleinement dans les orientations stratégiques de notre motion 2012-2017 : expliciter le rôle et la place de l'éducation populaire dans la société ; renforcer la visibilité et à la lisibilité de l'éducation populaire et des initiatives et pratiques qu'elle développe ; contribuer à l'émergence d'une politique publique d'éducation populaire.

Si la force de l'éducation populaire tient d'abord dans sa capacité à répondre aux enjeux de son temps, elle s'inscrit dans une longue histoire et dans un riche héritage dont il faut garantir la trace, la mémoire. C'est parce que l'Adajep nourrit cette mémoire vivante, en animant des temps forts de réflexions, de débats ; impulse aussi une culture de la mémoire au niveau local, qu'il nous semble important d'être des facilitateurs des liens avec les organisations membres du Cnajep, des Crajep et l'Adajep.

Au moment où sont questionnés le rôle et la contribution de l'éducation populaire, préserver le sens ; inventer l'avenir suppose toujours de savoir d'où l'on vient. L'Adajep s'y emploie, le Cnajep y prendra toute sa part.

Bernard Charles nous a quittés

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de Bernard Charles, le 25 juillet 2013, à 88 ans. Parmi toutes ses activités, il a été un des principaux responsables des Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG) depuis 1954. Secrétaire régional des UCJG en Ile-de-France pendant sept ans, puis directeur d'un foyer pour étudiants et jeunes travailleurs à Lyon-Villeurbanne, il assurait en même temps l'animation et la formation des membres UCJG de la région Rhône-Alpes et les camps d'été au Chambon-sur-Lignon. A partir des années 1960 jusqu'en 1978, les UCJG lui ont confié la gestion du centre de vacances Azur à Sanary-sur-Mer près de Toulon. Il a ensuite rejoint la coordination nationale des UCJG à Paris.

Bernard Charles fut aussi un passionné d'archives et d'histoire. Au siège national des UCJG, il a eu le souci de collecter et de commencer à classer les archives de l'institution, bénéficiant de l'aide d'historiens. À partir de 1995, il a animé une commission de recherche historique sur les UCJG où il était assisté par son épouse Myriam et quelques unionistes : Charles Fournier, Michèle et Guy Lortal ainsi que Michèle Niclot.

Ainsi, les archives de l'UCJG ont été sauvegardées et déposées au Pajep au début des années 2000. Ce très beau fonds de 25 mètres linéaires, dont les archives les plus anciennes remontent aux années 1850, est aujourd'hui accessible.

Première journée de la mémoire du scoutisme laïque

Le 30 novembre, l'Association pour l'histoire du scoutisme laïque (AHSL) a organisé, en coopération avec les Éclaireuses et Éclaireurs de France, une rencontre sur le thème « Le scoutisme laïque dans la résistance à l'occupation allemande et au régime de Vichy : de la résistance à la formation à la citoyenneté ». Présentation par Yvon Bastide, président de l'AHSL.

Cette journée d'étude a traité successivement :

- la période de la guerre et les engagements des membres des associations de scoutisme laïque,
- la période d'après-guerre et les évolutions des associations à partir des valeurs de la Résistance,
- les suites de ces évolutions aujourd'hui.

En terminant par une réflexion en commun sur « comment passer de la mémoire à l'histoire ».

Cet enchaînement a permis de mettre en évidence la continuité des engagements : c'est ainsi que Jean Estève, jeune responsable provençal, formateur en 1940, va prendre dans la clandestinité la responsabilité des « maquis-écoles » du Mouvement de libération nationale avant d'être déporté à Dachau. Après la guerre, il rejoindra les Éclaireurs de France (EDF) pour initier et accompagner l'évolution de la branche « éclaireurs » vers la démocratie et la coéducation. Et, après sa « retraite » du Mouvement, il dirigera à Yerres le premier Centre éducatif et culturel inventé par Paul Chaslin, autre ancien éclaireur, résistant passé en Espagne. De la même façon, Louis François, responsable lyonnais, s'engagera aux côtés du Colonel Rémy, avec Pierre Brossolette et Georges Lapiere ; à son retour de déportation il retrouvera les EDF dont il sera président jusqu'en 1964. Lucien Fayman, responsable éclaireur à Toulouse, rejoindra dès 1940 les Éclaireurs israélites pour marquer son appartenance et animera dans la région « la Sixième », organisation clandestine de scoutisme israélite, avant d'être lui-même déporté. Après la guerre, il restera fidèle aux deux associations et deviendra président des Éclaireurs Israélites. De nombreux autres exemples sont venus illustrer ces engagements, qui ne se sont pas limités à la période difficile de la guerre, mais ont perduré dans l'affirmation des valeurs nées de cette période.

Chaque thème était introduit par une présentation synthétique suivie d'une « table ronde » et d'échanges avec la salle. Au cours de la deuxième partie, une place particulière a été accordée à la présentation du « Concours National de la Résistance et de la Déportation », créé et animé à l'origine par trois anciens membres des Éclaireurs de France : Lucien Paye, ministre de l'Éducation nationale, Louis François, ancien président des EDF et président du Concours pendant de longues années, et Raymond Aubrac, qui l'a accompagné dans son développement.

Tout au long de ces présentations et des tables rondes qui ont suivi, il a été fait usage de documents issus des archives des asso-



ciations – et, au cours du dernier volet, les échanges ont mis en évidence le rôle important de ces archives et de leur collecte en vue de construire l'histoire du Mouvement.

Puis la journée a permis d'aborder l'évolution des projets jusqu'à ce jour. Depuis sa création et plus particulièrement après la guerre, dans le prolongement des valeurs de la Résistance, le scoutisme laïque se caractérise par son refus de se limiter à une « technique scout » fermée, et par sa volonté d'adapter sa pratique aux évolutions de la société : mise en place d'un fonctionnement démocratique à tous les niveaux, introduction progressive de la coéducation des filles et des garçons, adaptation des activités de la branche aînée pour proposer des loisirs éducatifs à des jeunes ouvriers qui n'y avaient pas accès, définition d'une politique systématique d' « extension » en direction des jeunes handicapés, évolution par étapes des unités créées dans les pays colonisés vers une prise en charge par des responsables autochtones et accompagnement vers l'indépendance des associations locales... Cette dernière orientation est toujours valable aujourd'hui, comme l'attestent les réalisations du groupe de Boulogne-Billancourt en Côte d'Ivoire, ou l'action du groupe de Loon-Plage dans le cadre des villages « Copain du Monde », en coopération avec le Secours populaire français...

Cette volonté d'ouverture a connu des prolongements « extérieurs », et c'est ainsi qu'on en trouve la concrétisation dans la création des Francs et franchises camarades (les Francas d'aujourd'hui), dans l'implication de responsables dans l'éducation nouvelle, ou dans les « équipements intégrés » inventés par un ancien EDF, Paul Chaslin, et expérimentés par un ancien responsable national, Jean Estève...

Cette manifestation a reçu le soutien de la direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives du ministère de la Défense, du ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, de la Fondation de la Résistance et de l'association « Mémoires et espoirs de la Résistance », de la Fondation pour la mémoire de la Shoah et de la Fondation de la France libre

WEB+ www.histoire-du-scoutisme-laique.fr

2016 : la Ligue de l'enseignement fêtera ses 150 ans

À l'occasion de ses 150 ans, la Ligue de l'enseignement entreprend une série d'actions de valorisation de son histoire et confie ses archives aux Archives nationales. Eric Favey, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement, présente l'ampleur de l'événement.

Le 25 octobre 1866, Jean Macé lançait son appel pour la création de la Ligue de l'enseignement dont l'histoire se confond avec celle des principales évolutions de la société française rythmées par trois Républiques.

L'histoire de la Ligue est multiforme, disséminée et peu connue : cela tient sans doute à sa fonction politique globale, à son activité protéiforme et à son organisation décentralisée. Si elle est vécue parfois comme étant « partout », les traces de sa présence se révèlent sous des dénominations multiples, des acteurs aux statuts divers, des contenus qui embrassent le large champ de l'éducation, de la culture, de la citoyenneté et des loisirs.

Depuis un an déjà, la Ligue a engagé une dynamique d'ensemble autour de ses 150 ans et de nombreuses initiatives sont d'ores et déjà programmées pour rendre compte de la réalité de son apport à la société et de sa volonté de poursuivre et renouveler son travail de mouvement laïque d'éducation populaire.

Ces initiatives vont s'organiser principalement à travers quatre politiques.

C'est tout d'abord une politique de recherche, de mémoire et d'histoire avec plusieurs séminaires destinés à mettre en valeur et à susciter des travaux de recherche sur les différentes dimensions de la Ligue. Les deux premiers ont permis d'explorer la nature politique de la Ligue et ses relations avec d'autres mouvements d'éducation populaire et de défense des droits. C'est la mise en chantier d'une l'histoire générale de la Ligue qui est engagée sous la responsabilité de Jean-Paul Martin avec le concours de Frédéric Chateigner. C'est aussi l'incitation aux portraits de militants et aux monographies sur l'histoire locale de la Ligue.

Mais c'est aussi dans ce cadre que la Ligue a décidé de confier ses archives aux Archives nationales. C'est une décision d'importance qui concerne aussi bien les archives du siège national de la Ligue que celles de ses fédérations départementales. Elle consacre la volonté d'en permettre l'accès public organisé et de développer un partenariat pérenne avec les services des archives ainsi que leur valorisation, par exemple avec le Pajep.

Ensuite c'est une politique éditoriale diversifiée, livres, film documentaire, web télé accueillant les dépôts volontaires d'images, partenariats médias.

C'est aussi une politique d'action culturelle avec le réseau des fédérations départementales et des associations locales avec par exemple un retour sur les grands films qui ont marqué l'épopée des ciné-clubs, des initiatives autour des nombreuses pratiques en amateurs qui aujourd'hui encore font la réalité de l'action de la Ligue, des moments festifs et conviviaux.

C'est enfin une politique d'événements : le congrès des 150 ans qui se tiendra à Strasbourg fin juin 2016 marquant l'enjeu euro-

péen et universaliste du combat de la Ligue, deux grands colloques en 2015 et 2016, une action particulière en 2015 à l'occasion des 200 ans de la naissance de Jean Macé et un nouvel appel de la Ligue lancé en novembre 2016 au salon de l'Éducation.

Durant trois années, la Ligue entend à la fois mieux faire partager son histoire et donner envie de la poursuivre à toutes celles et tous ceux qui sont convaincus que l'éducation contribue à la laïcité comme condition de la libre et perpétuelle invention des valeurs qui nous fondent.

LE FILM DU MOIS

Revoir « Vacances pour tous », un film de la Jeunesse au plein air de 1954

Pour les fêtes de fin d'années, vous pourrez voir sur le site des Archives départementales du Val-de-Marne le film « Vacances pour tous », réalisé en 1954, par la Jeunesse au plein air. Ce petit



film d'environ dix minutes avait pour but de faire la promotion de la campagne de collecte du timbre qui servait à développer les colonies de vacances laïques et à les rendre accessibles aux enfants de milieu populaire.

Ce film a été diffusé lors de la manifestation du Pajep aux Archives nationales de Pierrefitte du 14 novembre 2013. Il est précédé d'un générique réalisé par Thierry Casamayor, technicien à la régie audiovisuelle des Archives départementales du Val-de-Marne.

Il est commenté par Laura Lee Downs, directrice d'étude à l'EHESS. Spécialiste des colonies de vacances, elle a notamment publié un livre intitulé : « Histoire des colonies de vacances de 1880 à nos jours », Paris, Perrin, 2009.

WEB+ Pour voir le film :
<http://archives.cg94.fr/pajep>

POUR RECEVOIR L'ADAJEP INFOS PAR MAIL



Vous avez la possibilité de recevoir l'Adajep infos en PDF par mail, ainsi que d'autres informations de l'Adajep et du Pajep, en envoyant vos coordonnées (nom, prénom, structure, adresse postale, mail) à l'adresse suivante :

sourcepajep@hotmail.com

L'ADAJEP

Créée en 1998, l'Adajep regroupe les organisations nationales et les personnes qui ont déposé des archives au Pôle des archives de la jeunesse et de l'éducation populaire (Pajep) pour leur permettre de participer à la gestion et à l'exploitation des fonds. Confiés aux Archives départementales du Val-de-Marne, ces documents sont à la disposition des chercheurs, des praticiens, des militants pour pouvoir écrire le passé et construire l'avenir. L'Adajep participe au comité scientifique du Pajep pour l'animation du fonds d'archives : colloques, journée d'études... Elle sensibilise tous les acteurs de la jeunesse et de l'éducation populaire au dépôt de leurs archives, du niveau local au niveau national.

Contact :

Evelyne Coggiola-Tamzali

Adajep c/o La JPA - 21 rue d'Artois - 75008 Paris

Tél.: 01 44 95 81 20 - Mèl: e.coggiola@jpa.asso.fr

LE PAJEP



Le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Pajep) accompagne les associations nationales dans le dépôt de leurs fonds aux Archives du Val de Marne et aux Archives nationales, et incite celles qui ont un rayonnement local à s'adresser aux Archives départementales ou municipales. Afin que ce patrimoine soit vivant et accessible à tous, le Pajep organise des expositions, des journées d'études, des colloques, ... Il rassemble six partenaires soucieux de sauvegarder, classer et valoriser les archives du secteur de la jeunesse et de l'éducation populaire : le ministère chargé de la Jeunesse et de l'éducation populaire avec le concours du Fonjep, le ministère chargé de la Culture, le conseil général du Val-de-Marne, les Archives nationales, les Archives du monde du travail et l'Adajep.

Pour confier des archives ou signaler l'existence de fonds, contacter Gaëtan Sourice :

Tél. : 01 43 13 10 30 ou 06 80 48 07 29

Mèl : sourcepajep@hotmail.com



Événements

★ Séminaire du comité d'histoire du ministère de la Culture

Le comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication organise deux séminaires intitulés « Action culturelle/Education populaire » les lundis 20 janvier et 10 février 2014. Les deux séances seront présidées par Guy Saez, directeur de recherches au CNRS.

La première aura pour thème « De l'enchantement des fondations à la Libération à l'étatisation des débuts de la Ve République (1944-1969) » avec des interventions de Laurent Besse, maître de conférences en histoire contemporaine, et de Marianne Lassus, agrégée et docteure en histoire, vice-présidente du Comité d'histoire du ministère de la Jeunesse et des Sports.

La deuxième séance abordera « L'impossible intégration de l'éducation populaire dans l'action culturelle » avec Jean-Claude Richez, chargé d'études à l'Injep, Frédéric Chataigner, docteur en sciences politiques et Franck Lepage.

Inscriptions :

comitehistoire@culture.gouv.fr

01 40 15 79 16

★ Regard neuf sur le film Olympia 52

Le vendredi 23 mai 2014 à partir de 15 heures, les Archives départementales du Val-de-Marne, le Pajep et Peuple et culture vous proposent de découvrir le documentaire réalisé par Julien Faraut : « Regard neuf sur Olympia 52 ».

En 1952, Chris Marker réalise son premier film « Olympia 52 », un documentaire sur les Jeux Olympiques d'Helsinki, commandé par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports et dirigé par Joffre Dumazedier, fondateur de Peuple et culture. Avec l'accord du cinéaste, Julien Faraut en a sélectionné de larges extraits qui lui permettent, soixante ans après, de dégager la manière déjà novatrice dont Chris Marker filmait le sport, prenant systématiquement le contrepied des instructions du ministère. La projection sera suivie d'un débat avec le réalisateur Julien Faraut et des militants de Peuple et culture.

Inscriptions : sourcepajep@hotmail.com

AGENDA



10 mars 2014 : Conseil d'administration de l'Adajep

1er avril 2014 : Comité scientifique du Pajep

19 mai 2014 : Assemblée générale de l'Adajep

3 au 5 décembre 2014 : Colloque Pajep :

« Architecture et éducation populaire depuis 1930 ».